



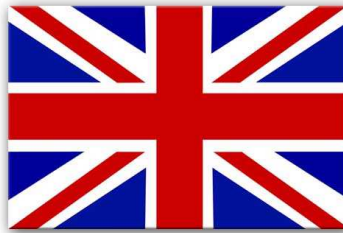
BREXIT, une opportunité pour l'Europe



Monsieur Cameron a envoyé ces jours ci une lettre aux chefs d'Etats de l'Union Européenne (EU) qui définit ses objectifs et ses demandes, et prévoit pour fin 2017 un référendum en Grande Bretagne (GB) sur le thème *in or out*, menace d'un Brexit. Ses demandes sont notamment de,

-protéger le marché commun et la GB de ce que la zone euro est susceptible de faire,
-retirer l'obligation d'aller vers une union sans cesse plus étroite

-travailler en relation plus nationale et faire comme Karlsruhe peut refuser une
-réduire les abus du droit de l'immigration et les droits des Européens de travailler dans
-mettre la compétitivité dans notamment «réduire l'ensemble des contraintes qui pèsent sur le business »



étroite avec les parlements l'Allemagne où la cour de directive européenne, mobilité en Europe, limiter immigrés, mais pas ceux des toute l'Europe, les gènes de l'UE, et

La lettre de M Cameron est un chef d'œuvre de nationalisme: elle pointe avec pertinence les graves défauts de fonctionnement de l'UE mais ne propose aucune réponse communautaire, elle n'avance que des solutions qui satisfont l'indépendance et les intérêts de la GB dans le cadre d'un strict marché commun. Ceci est totalement en contradiction avec tous les principes énoncés dans les préambules des traités européens qu'elle a adoptés (Rome 1957: « ...établir les fondements d'une *union sans cesse plus étroite* entre les peuples ... », Maastricht 1992: « ... approfondir la *solidarité entre leurs peuples* ... », Lisbonne 2009 : «...franchir une nouvelle étape dans le *processus d'intégration européenne*... »).

Rien d'étonnant à cela : pour un Anglais le préambule d'un contrat ne compte pas, c'est un aimable propos, seules engagent les clauses techniques ! Et puis l'Angleterre se méfie de l'Europe : tout au long de *son histoire* le *Continent* a été une menace, de Guillaume le Conquérant à Staline. Enfin *la personnalité* de ce pays est trop forte pour les contraintes de l'habit européen, les Anglais veulent conserver seuls la maîtrise de leur destin !

Mais ne nous y méprenons pas, la lettre de M Cameron au Conseil Européen ne demande pas l'ouverture de négociations sur des modifications à apporter, mais de fait remet totalement en cause le projet européen avec outrecuidance en demandant par exemple de modifier le traité de Schengen qu'elle n'a pas signé ou d'avoir son mot à dire dans ce que la zone euro est susceptible d'organiser pour elle-même, alors qu'elle a refusé d'en faire partie ! Elle a en revanche deux vertus au moins :

-afficher clairement la couleur : « Nous avons une vision différente de l'Europe »,
-obliger à regarder et traiter les dysfonctionnements actuels de l'Union Européenne.

Mais voilà, partout dans le monde, accepter de négocier implique qu'on va discuter jusqu'à trouver un accord et qu'à cette fin des compromis devront être acceptés par chaque partie. Ici il n'y a pas de proposition d'un avenir gagnant-gagnant, mais un chantage et « **Qui cède au chantage, perdra son plumage** ». Accepter d'ouvrir des négociations avec l'Angleterre est l'amorce d'un détricotage en règle de l'UE jusqu'à revenir *de facto* à une zone de libre échange.

Il ne faut donc pas accepter de négocier, mais laisser M Cameron devant son problème. Car avec son referendum, il veut d'abord purger une difficulté à l'intérieur de son parti pollué par le débat entre ceux qui veulent quitter l'UE et ceux qui veulent y rester. Mais surtout quoi qu'il arrive, **les Anglais ne quitteront pas l'UE, ils sont gens très pragmatiques** et savent compter : la Grande Bretagne exporte à 50% vers l'UE. Et puis il y a 2 millions d'Anglais qui vivent sur le continent et profitent de la liberté d'y circuler, d'y travailler, de transférer des devises ; et réciproquement la GB bénéficie de tous les Continentaux qui apportent sans contraintes leurs talents **et leur argent à la City** ! Non, quoi qu'il arrive la GB, ne quittera pas l'UE, ne serait-ce que pour y avoir son mot à dire et elle y agira pour la désosser à son goût. « On » brandit l'énorme risque qu'il y aurait à voir la GB faire sécession, mais les plus bruyants sont tous ceux qui ont fort avantage à la situation actuelle d'une Europe faible et ceux, de la City et d'ailleurs, qui prêtent à intérêt aux Etats. Car la BCE a interdiction de prêter directement aux Etats à taux zéro comme le font toutes les banques d'Etat à leur Etat (article 123 du traité de Lisbonne, que M. Cameron ne demande pas de modifier !). Le seul risque que les analystes sérieux envisagent est d'ébranler l'édifice de l'UE.

Or on peut justement considérer le chantage de M. Cameron comme une occasion qui se présente pour secouer suffisamment l'Europe et lui permettre de se reconstruire sur des bases meilleures. Devant la menace de voir se dissoudre près de 60 ans de paix et d'efforts de rapprochement entre les peuples, pour n'aboutir qu'à une Europe d'Etats avec comme seul objectif commun le bénéfice des entreprises et des financiers dans une compétition entre eux, les 6 pays fondateurs, et d'autres membres de la zone euro, pourraient avoir une approche positive et décider enfin de refonder leur Union en une organisation nouvelle, plus saine et plus simple qui leur serait propre. L'Europe à deux vitesses qui plait tant à M Cameron aurait alors un sens :

une place du marché pour les 28 partenaires et une union politique pour les volontaires.

Car l'Union Européenne défauts pour être viable et réformable. Cameron a trop de fonctionnaires, trop trop de complexité, ...et, trop de pouvoirs à une nationalistes et trop peu au députés nationalistes qui trop peu de budget. Difficile de redresser pareille situation !



aujourd'hui a trop de est trop ossifiée pour être raison : trop de directives, d'inaction, trop d'opacité, **mais, et il ne le dit pas**, « diète » de chefs d'état parlement, trop de en paralysent l'action,

Par son chantage M Cameron nous permet d'entrevoir une solution en obligeant les pays à prendre leurs responsabilités et à choisir leur camp. Soit celui d'une zone de libre échange. Soit celui d'une organisation entièrement nouvelle de pays de la zone euro, amorce d'une véritable Union des Etats Européens qui bien sûr ferait partie de la zone de libre échange. Pour saisir cette magnifique opportunité, il faut refuser de négocier, refuser le chantage et ouvrir le chantier de construction de cette union politique dans la zone euro.

Alors, Mesdames et Messieurs les Députés européens, les Chefs d'Etat et les Commissaires, ou bien vous acceptez, en négociant avec M. Cameron, de détricoter l'Union Européenne, ou bien vous relevez le gant en mettant en place une assemblée constituante qui, partant d'une page blanche et de 60 ans d'expérience, construise un projet d'Union des Etats Européens dans la zone euro.

Pour la refondation d'une Europe Unie
signez le manifeste **d'EUROPE AVENIR** sur www.europ-avenir.eu